



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 22 FEVRIER 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux du mois de février à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 18 février 2022, s'est réuni dans le lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCruysse, Maire.

NOMBRE DE MEMBRES	En exercice :	19	<u>Etaient présents :</u>	Mesdames COQUET Christine, COULON Chantal, ELOIRE Aurélie, FIEVET Béatrice, GUILLAUD Patricia, PARENT Monique, PAUL Christine, THIEFFRY Martine Messieurs DELBERGHE Paul-Edward, DELEVOYE Didier, GUSTIN Jacques, LEMAIRE Aurélien, LEROY Bertrand, VERCruysse Olivier
	Présents :	14	<u>Absents excusés :</u>	BONNEL Amaury, LEFEBVRE Francis ayant donné procuration à VERCruysse Olivier, LEPERS Jean-Marie ayant donné procuration à DELEVOYE Didier, MASSELOT Catherine ayant donné procuration à COULON Chantal
	Votants :	17	<u>Absent :</u>	MARCHAND Laurent

Monsieur GUSTIN Jacques est nommé secrétaire de séance

N° : 2022-07

AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022, DANS LA LIMITE DU QUART DES CREDITS OUVERTS AU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT

Monsieur le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales : *Article L 1612-1 modifié par la LOI n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 – article 3 (VD)*

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il est proposé au Conseil Municipal de permettre à Monsieur le Maire d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25 % avant l'adoption du budget primitif 2022.

Pour mémoire, les dépenses d'investissement 2021 s'élèvent à 837 632.90 €, non compris le chapitre 16.

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur maximale de 209 408 € (< 25 % de 837 632.90 euros).

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

Chapitre	Article	Opération	Investissements votés
21	2111	Achat de la parcelle A n° 320 à Mme DELCOURT	85 200
	2135	Salle vidéo (travaux)	50 000

TOTAL 135 200

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **AUTORISE**, jusqu'à l'adoption du budget primitif 2022, le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.
- **ACCEPTE** les propositions de Monsieur le Maire dans les conditions exposées ci-dessus.
- **DIT** que ces dépenses seront inscrites sur le budget primitif 2022.

Pour extrait certifié conforme
Délibération signée le 23 février 2022

Le Maire,

Olivier VERCUYSSÉ


